



JURISTES POUR LE RESPECT DU DROIT INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE – 12 octobre 2026, Paris

L'association Juristes pour le Respect du Droit International (JURDI) salue l'attribution du [prix Nobel de la paix 2026](#) à la juriste sud-africaine Navanethem « Navi » Pillay, distinguée par le Comité Nobel norvégien « pour ses efforts en faveur de la paix et du droit international ».

Avocate des opposants à l'apartheid en Afrique du Sud, Navi Pillay a ensuite été juge puis présidente du Tribunal pénal international pour le Rwanda. Elle y a notamment participé au jugement historique *Akayesu* (1998), première condamnation pour génocide prononcée par une juridiction pénale internationale, qui a reconnu que le viol pouvait constituer un acte de génocide. Juge à la Cour pénale internationale (CPI), puis Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme de 2008 à 2014, elle a consacré sa carrière à la défense des droits humains et à la lutte contre l'impunité.

De 2021 à 2025, elle a présidé la [Commission d'enquête internationale](#) indépendante de l'ONU sur le Territoire palestinien occupé et Israël, qui a conclu, dans un rapport historique publié en septembre 2025, qu'[Israël commet un génocide à Gaza](#).

Ce prix est à la fois une reconnaissance et un message. Alors que la CPI, ses magistrats et son personnel font l'objet de sanctions et que celles et ceux qui documentent les crimes, notamment ceux commis en Palestine, sont pris pour cible, cette distinction rappelle que la justice n'est pas un obstacle à la paix : elle en est une condition. Aucune considération politique ou diplomatique ne saurait justifier que la lutte contre l'impunité soit sacrifiée.

Elle rappelle aussi aux États, et d'abord à la France, que le droit international ne se respecte pas à la carte. Coopérer pleinement avec la CPI et s'opposer aux sanctions qui la visent, respecter l'obligation de prévenir le génocide, notamment en mettant fin aux transferts d'armes susceptibles de contribuer à la commission de crimes internationaux, protéger les institutions chargées d'établir la vérité et de rendre justice : ce ne sont pas des options, mais des obligations, au Proche-Orient comme ailleurs.

Contact presse : Benjamin Fiorini, Secrétaire général de JURDI : jurdi.asso@proton.me